



Rédaction-Administration :
19-21 Rue Diderot LENS (P-de-C) Tél. 628
G.C.P. Joseph SAUTY Lille 558-22

n° 38

Abonnements : { Nord-P.-de-C. : 150 francs } 6 mois :
1 an { Autres Départ. : 160 francs } 80 fra

Le numéro : 7 fra

Octobre 1948

LE CHOIX des Mines

Organe des Fédérations des Syndicats Chrétiens Ouvriers et Employés des Mines

La Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs EN APPELLE AU JUGEMENT des Ouvriers, Employés, Cadres des Mines

Chers Camarades,

Une fois de plus la corporation minière est entraînée dans une grève générale. Nous en sommes à la seconde semaine d'inactivité totale, chacun en est à se demander pourquoi cette situation chez les mineurs ?

Le Referendum de la C.G.T.

C'est suite à un référendum qu'elle voulut organiser seule que la C.G.T. a lancé son ordre de grève générale des mineurs. Ce référendum a-t-il été organisé avec toutes les garanties de sincérité qu'exige toute consultation démocratique ?

Nous disons : NON et il nous suffit d'en appeler au témoignage de tous ceux qui ont pu en observer le déroulement, nous en appelons au témoignage de tous les mineurs et similaires.

La Bataille des Salaires-Prix

Quoi qu'il en soit, il est de fait que la C.G.T. a su exploiter habilement le légitime mécontentement des travailleurs las des promesses qui leur étaient faites. La masse des travailleurs de chez nous sait que les augmentations de salaires n'améliorent nullement le standing de vie des familles ouvrières. Chacun sait que la stabilisation des prix d'abord, la baisse, ensuite, constituent les seuls moyens d'assurer pour l'immédiat des conditions de vie acceptables par UN RAVITAILLEMENT NORMAL A DES PRIX NORMAUX.

Ce n'est pas sans raison que la classe ouvrière manifeste son indignation devant l'incohérence des mesures Gouvernementales qui provoquent la division de la France en deux clans :

1° - CELUI DES MISEREUX

2° - CELUI DES REPUS QUI VIVENT DE LA MISERE DES AUTRES.

Est-ce une raison pour aggraver la situation de la corporation minière ?

Il faut frapper vite et fort

Cette situation est intolérable. Le souhait de tous ceux qui veulent vivre honnêtement en travaillant honnêtement, c'est qu'il soit mis fin rapidement à l'action des spéculateurs, des margoulin de toutes espèces qui s'enrichissent de la misère d'autrui.

Le salut du pays est à ce prix :

EN PRISON TOUS CEUX QUI SE REFUSENT A RESPECTER LES REGLES DE LA SOLIDARITE NATIONALE.

C'est à ce prix seulement que la démocratie pourra être sauvée ; que le monde du travail sera assuré du respect qui lui est dû ; que la misère sera chassée de nos foyers.

C'est dans cet esprit que le Congrès de la Fédération Nationale des Syndicats Chrétiens de Mineurs qui s'est tenu à Paris les 2 et 3 Octobre s'est prononcé pour une grève limitée à 48 heures.

C'est dans ce sens que ses délégués sont intervenus auprès du Gouvernement pour réclamer, une fois de plus, des mesures radicales contre tous ceux qui se refusent à respecter les règles les plus élémentaires de l'honnêteté.

Pourquoi nous nous sommes désolidarisés de la grève illimitée ?

Après une participation effective à la grève pour une durée de 48 heures, la Commission Exécutive, sur mandat du Congrès Fédéral, a décidé que les syndicats de mineurs affiliés à la C.F.T.C. se désolidariseraient de la grève illimitée.

C'est qu'en effet, suite à l'action incessante de nos organisations nous avons obtenu :

1° - LE RELEVEMENT DES MAJORATIONS D'ANCIENNETE DU PERSONNEL OUVRIER.

(Elles sont portées à un maximum de 20 points au lieu de 5)

2° - LE RECLASSEMENT ATTENDU DE DIFFERENTES CATEGORIES DU PERSONNEL EMPLOYE.

3° - L'ALLOCATION SPECIALE POUR LE PERSONNEL OUVRIER DE LA SURFACE.

4° - L'ALLOCATION LOGEMENT SERA RELEVÉE SUR DECISION DU MINISTRE CHARGE DES MINES.

5° - L'APPLICATION DE L'ART. XI DU STATUT AUX AGENTS DE MAINTIEN DU FOND MUTES A LA SURFACE POUR INSUFFISANCE PHYSIQUE.

6° - UNE ALLOCATION D'ATTENTE DE 15 % AUX RETRAITES.

Pour des raisons que chacun connaît maintenant, la C.G.T. a manifesté un réel mépris contre ces améliorations dont nos camarades bénéficieront désormais.

Les Décrets du 18 Septembre

C'est contre les décrets du 18 Septembre, dits : « Décrets Lacoste » que la C.G.T. a exploité le légitime mécontentement de nos camarades mineurs.

Là encore, notre Fédération a pris toutes ses responsabilités et nous avons obtenu des engagements formels, il s'agit, pour les organisations syndicales, d'en exiger le respect ;

Ces engagements comportent notamment :

a) L'ouvrier sanctionné pour absentéisme pourra, s'il le désire en appeler aux Commissions Paritaires.

b) Possibilité est donnée aux Unions Régionales des Caisses de Secours de conclure des accords avec les Directions de Bassin pour ce qui concerne la gestion du risque accident du travail.

c) Aucun ouvrier ou employé n'est menacé de perdre son emploi par application du décret concernant les compressions de personnel.

Ces dispositions seront communiquées aux Directions des Houillères. ELLES GARANTISSENT LE PERSONNEL CONTRE TOUTES DECISIONS ARBITRAIRES.

VOILA, CAMARADES MINEURS, UN BILAN POSITIF DE L'ACTION DE NOTRE FEDERATION NATIONALE.

ET L'ACTION CONTINUE...

C'est ainsi que, conformément aux décisions de nos Congrès, nous continuons de défendre :

1° - Que l'article 11 du Statut soit appliqué avec effet rétroactif au 1er Janvier 1940 à l'effet de faire rendre justice aux ouvriers déclassés pendant la guerre alors qu'ils n'avaient aucun moyen de défense.

2° - L'allocation spéciale aux employés comme aux autres catégories de personnel et la fixation de l'âge de la retraite complémentaire à 55 ans (C.A.R.E.M.).

3° - Que la législation sur les accidents du travail soit intégralement appliquée en faveur des ouvriers atteints de maladies professionnelles et suppression du délai de responsabilité en ce qui concerne l'exposition au risque de la « silicose ».

Camarades Mineurs : à vous de nous juger !

C'est sur ces résultats que la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs a décidé de se désolidariser de la grève générale. Elle l'a fait pour les raisons suivantes :

1° - Les motifs d'ordre professionnels invoqués par la C.G.T. ne justifient plus la grève générale.

2° - La question des salaires-prix intéresse toutes les professions autant que les mineurs eux-mêmes.

Le proche avenir vous permettra de mieux juger, mais nous affirmons que la grève générale ne peut que porter préjudice à notre corporation et qu'elle compromet toutes les possibilités de stabilisation et de baisse des prix et par voie de conséquences, qu'elle retarde considérablement une amélioration sensible et définitive de nos conditions de vie.

De plus, notre Fédération Nationale se refuse à se faire complice de la paralysie systématiquement organisée et qui affecte les populations laborieuses bien plus que toutes autres catégories.

La non distribution du gaz et de l'électricité touchent non seulement nos foyers, mais elle atteindra, à bref délai, des usines qui seront contraintes de mettre leur personnel en chômage.

De plus, et il serait criminel de nous taire, les services d'entretien du fond étant mal assurés nos camarades risquent de ne pouvoir reprendre le travail immédiatement, cependant que les mines, patrimoine national, subiront de graves dommages qui aggraveront leur situation financière de laquelle dépend le mieux-être de l'ensemble de la corporation.

Nous appelons les mineurs à se prononcer

Le Bureau de la Fédération Nationale des Syndicats Chrétiens de Mineurs est convaincu qu'il répond au vœu intime de la majorité des travailleurs de la mine lorsqu'il préconise un nouveau référendum, organisé avec le concours de toutes les organisations, sous leur contrôle, appuyé de celui des Pouvoirs Publics.

Si toutes nos revendications professionnelles ne sont pas satisfaites, il appartient aux organisations syndicales de poursuivre leur action, en dehors de toutes préoccupations politiques, sans mettre en danger la vie même du pays, SANS AGGRAVER LA SITUATION PRECAIRE DE NOS FOYERS, sans provoquer la dépréciation de nos moyens de travail.

La grande majorité des mineurs partagent, nous en sommes sûrs, ces points de vue conformes aux intérêts les plus sacrés de la classe ouvrière et du pays tout entier.

C'est aux mineurs eux-mêmes qu'il appartient de décider, LIBREMENT, si ce conflit qui a perdu tout caractère professionnel doit durer.

A l'occasion de notre Congrès National, nous avons pris une autre responsabilité : celle de proposer à la C.G.T. de rechercher la solution du conflit en accord avec toutes les organisations ouvrières.

En fin de compte, c'est à un refus que nous nous sommes heurtés. Obéissant à des mobiles que nous n'avons pas à analyser ici, la Fédération du Sous-Sol de la C.G.T. s'est refusée de se rallier à nos propositions, se bornant à répondre à l'invitation du Ministre à l'occasion des audiences du 5 Octobre, audiences auxquelles participèrent séparément les organisations C.F.T.C., C.G.T.-F.O. et C.G.T.

La question est donc posée de savoir si le simple bon sens l'emportera sur la passion de servir des intérêts qui n'ont rien à voir avec ceux de la corporation minière.

Camarades Mineurs, Employés, Cadres des mines, tel est le bilan d'activité de nos organisations au cours de ces dernières semaines, telles sont les raisons qui ont dicté les positions que nous avons défendues.

Si vous estimez que nous sommes dans le vrai,

Si vous estimez que nous avons bien servi nos intérêts communs, ceux du pays et de la démocratie :

**Réclamez partout un Nouveau Referendum
ADHEREZ EN MASSE aux Syndicats de Mineurs C.F.T.C.**

Le Bureau Fédéral.

MAGNIFIQUE CONGRES DE LA FEDERATION NATIONALE

Organisation Libre et Indépendante, la Fédération prend toutes ses responsabilités devant la situation créée par la grève générale et fixe la position des syndicats affiliés

Prévu depuis trois mois aux dates des 2, 3 et 4 octobre, le Congrès fédéral s'est tenu à Paris comme prévu.

De toute évidence, il a été largement dominé par la situation créée suite au déclenchement de la grève générale chez les mineurs ; la seconde en moins d'un an.

Devant l'ampleur du problème, tous les délégués étaient présents dans la capitale dès le vendredi soir, et le samedi matin, à l'heure fixée, le Congrès commençait ses travaux.

Tous les syndicats de bassins étaient largement représentés, il s'agit notamment des syndicats du Nord-Pas-de-Calais, de la Moselle, de la Loire, du Gard, de Provence, de Decazeville. Le bassin de Blanzy est représenté par des délégués de Montceau et de La Machine.

Les mines de fer et salines de l'Est, les potasses de Mulhouse, les mines de fer de l'Ouest, les ardoisiers de Fumay, de Trélazé, Noyant-la-Gravoyère, Bel-Air-de-Combré sont représentés. Et, comme à l'accoutumée, le Syndicat des pétroliers de Pechelbronn, l'un des toutes premières organisations affiliées, est représenté également.

Cette énumération suffirait à indiquer que ce fut l'occasion d'un magnifique débat, celle d'assister à des discussions toujours passionnantes, parfois passionnées, au cours desquelles chaque intervention devait marquer le souci constant de ne négliger aucun des intérêts en cause.

LA FEDERATION NATIONALE DEVANT LA GREVE

Le film de l'activité fédérale

C'est par un excellent exposé de la situation générale à la veille de la grève que, le samedi matin, Louis Delaby, secrétaire de la Fédération des employés et membre du bureau confédéral de la C.F.T.C., ouvre les débats.

A larges traits, il rappelle les positions de la C.F.T.C. depuis deux ans en matière de salaires-prix ; celle de la Fédération nationale des mineurs en ce qui concerne les revendications particulières à la profession.

Après avoir analysé les causes de la grève, les conditions dans lesquelles elle fut préparée par la C.G.T., Louis Delaby expose objectivement les résultats obtenus au cours des récentes démarches du bureau fédéral. Il précise en outre, au sujet des décrets du 18 septembre, sur quels points les efforts doivent porter immédiatement.

La Discussion

Après cet exposé, ce sont les délégués des différents bassins qui exposent le point de vue de leur syndicat respectif.

Ceux qui assistèrent à ces débats pourront en témoigner, il est certainement souhaitable que dans toutes les organisations chaque délégué puisse s'exprimer aussi librement que nos camarades le firent à ce Congrès fédéral. Les interventions des « anciens » alternent avec celles des « jeunes ». D'un côté, c'est l'expérience qui scrute jusque dans le détail, de l'autre, c'est la fougue qui exprime les sentiments des jeunes, de leur volonté de préserver les générations qui « montent » des erreurs du passé. Et le tout donne aux débats une atmosphère d'animation soutenue, les interventions des uns et des autres se complétant parfaitement.

C'est ainsi qu'interviennent : Emile Engel et Oscar Eischoff, du bassin de Lorraine ; Albert Denis, des Salines de l'Est ; Georges Morlong, Gilbert Bourgeois et Georges Fauchard, de l'Ouest ; Jean Barthélémy, du bassin de Provence ; Aimé Artigue et Pierre Chapon, du Gard ; Henri Etienne, Pétrus Bayon et Jean Rechatin, de la Loire ; Gabriel Labonde, de La Machine ; Henri Ulrich, des Potasses de Mulhouse ; Charles Arbogast, des Pétroliers de Pechelbronn ; Pierre Roland, de Decazeville ; Lucien Denize, Félix Pierrain, Joseph Sauty, du Nord-Pas-de-Calais.

C'est après une large discussion que la résolution suivante fut adoptée à l'unanimité moins une voix :

Résolution

Le Congrès de la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs et d'Employés des Mines, réuni à Paris le 3 octobre 1948, après avoir entendu les rapports des délégués des différents bassins mineurs de France sur la situation générale, constate que les dernières mesures gouvernementales concernant les salaires et les prix aggravent considérablement la situation déjà tragique des familles ouvrières.

Le Congrès est convaincu que si l'action menée par la C.F.T.C. en

Les militants chevronnés participent au débat en l'illuminant d'une longue expérience ; les plus jeunes (et ils ne manquent certes pas) l'animent d'une fougue qui ne faisait que marquer plus profondément, s'il en était besoin, le sérieux avec lequel ils entendaient participer à fêter clairement, sans équivoque possible, les positions de l'organisation nationale des mineurs de la C.F.T.C. au moment où un conflit toujours douloureux surgissait.

Ce fut un beau, un magnifique, un grand Congrès.

Bien sûr, l'ordre du jour prévu ne put résister aux exigences de l'heure...

Mais, déjà, tous les délégués se sont donné rendez-vous pour l'année prochaine, à Mulhouse, où leurs camarades du Syndicat des Potasses d'Alsace leur réserveront un accueil bien digne du magnifique esprit de fraternité ouvrière qui ne cessa d'imposer sa règle au cours de ces deux belles journées.

Souhaitons seulement que le vœu de nos camarades de Mulhouse puisse se réaliser entièrement... Que la Liberté soit sauvegardée à la France, la Paix maintenue dans le monde...

Et l'an prochain, en septembre, à Mulhouse, dans la grande et fière Alsace, notre Fédération nationale tiendra ses assises, pour y servir, encore et toujours, les légitimes intérêts des mineurs.

L'ECHO DES MINES.

susceptibles de donner satisfaction à la classe ouvrière.

3) Que le résultat des négociations soit soumis à un nouveau référendum organisé officiellement avec le concours de différentes organisations syndicales.

Conscient de servir les intérêts les plus sacrés de la classe ouvrière, le Congrès de la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs et d'Employés des Mines adresse un appel à la Fédération du sous-sol (C.G.T.) en vue d'une réunion immédiate des dirigeants responsables des différentes organisations syndicales pour l'examen de ces propositions ou des décisions communes à prendre.

Une première démarche du Bureau Fédéral

La position de la Fédération était donc claire, sa tâche consistait à tenter les rapprochements que la situation exigeait.

C'est au ministère de l'Industrie et du Commerce qu'une délégation du Congrès se rendit tout d'abord pour exposer au ministre les décisions du Congrès et sa volonté de s'entendre avec les différentes organisations syndicales à l'effet de mettre rapidement fin au conflit.

Démarche auprès de la C.G.T.

Mandatés également par le Congrès et conformément aux souhaits exprimés par la résolution que nous publions ci-dessous, nos camarades Joseph Sauty et Louis Delaby se rendirent au siège de la Fédération du Sous-Sol pour y transmettre la résolution et faire part de l'entrevue qui venait d'avoir lieu au ministère de l'Industrie et du Commerce.

Pour être complet, signalons qu'au moment où la délégation fédérale se trouvait au ministère, la Fédération du Sous-Sol exprimait, par communication téléphonique au siège de la C.F.T.C., son désir de s'entretenir avec les dirigeants de la Fédération C.F.T.C.

C'est ainsi que nos camarades rencontrèrent Victorin Duguet, Célestin Blas, Turrel, Cayrol, Ribière, de la Fédération C.G.T.

De plus, la résolution du Congrès fut également transmise à la Fédération du sous-sol F.O.

C'est dans ces conditions que la délégation de la C.F.T.C. obtint un accord de principe sur de nouvelles discussions qui auraient lieu au ministère de l'Industrie et du Commerce, soit par des délégations séparées, soit par délégation commune des différentes fédérations, la C.G.T. acceptant de répondre favorablement à l'invitation du ministère.

Quant à la réponse définitive, la Fédération du Sous-Sol C.G.T. s'engageait à la faire parvenir dès le lendemain matin, ce qui fut fait, et nous donnons ci-dessous le texte de la réponse de la Fédération de la C.G.T.

Fédération du sous-sol (C.G.T.)

PARIS, le 3 Octobre 1948

Monsieur Victorin DUGUET

Secrétaire Général de la

Fédération du sous-sol

à Monsieur DELABY

Secrétaire de la C.F.T.C.

Camarades,

En réponse aux propositions contenues dans la résolution adoptée par votre Congrès en date du 2 Octobre 1948 et que vous nous avez communiquée, notre Bureau a décidé de vous faire connaître :

1) Que le Gouvernement et les Directions des Mines portent seuls la responsabilité du mouvement de grève décidé par les mineurs et similaires en faveur de leurs revendications.

2) Que la grève qui commencera le 4 Octobre 1948 pour une durée illimitée a été décidée par l'ensemble du personnel des mines qui s'est prononcé librement par voie de référendum à une écrasante majorité et que par conséquent, nul n'a le droit de modifier une décision prise démocratiquement.

3) Que notre Fédération ayant organisé le référendum, sans exclure la participation de quiconque, puisqu'il s'agit de décisions communes, nous ne pouvons que constater que les décisions prises :

4) Que c'est aux Pouvoirs Publics qu'il appartient de répondre favorablement aux revendications sur lesquelles les mineurs se sont clairement affirmés.

En espérant que votre organisation tiendra compte de la volonté de l'ensemble du personnel et se joignant à la grève pour faire aboutir les revendications nous restons à votre disposition pour des con-

versations utiles et profitables au succès de la juste cause : du personnel des mines, et qui est aussi celle de l'intérêt national.

Nous vous prions d'agréer, chers camarades, l'assurance de nos sentiments fraternels et syndicalistes.

Pour le Bureau Fédéral

Le Secrétaire Général :

Signé : DUGUET

Cette réponse parvenant au Congrès au cours de sa séance du dimanche matin, une nouvelle discussion s'ouvrit immédiatement et la réponse suivante était adressée à la Fédération du Sous-Sol C.G.T. :

Paris, le 3 octobre 1948,

26, rue Montholon

Monsieur Victorin Duguet,

Secrétaire général

de la Fédération du Sous-Sol

213, rue Lafayette, Paris (10^e).

Camarade secrétaire,

Le Congrès a examiné cet après-midi la réponse de la Fédération du Sous-Sol à la résolution de notre Fédération qui vous a été remise hier soir.

Considérant le 4^e point de votre lettre qui stipule « que c'est aux Pouvoirs Publics qu'il appartient de répondre favorablement aux revendications sur lesquelles les mineurs se sont clairement affirmés », le Congrès a estimé qu'en application du 2^e point de sa résolution, il devait demander au gouvernement d'engager immédiatement des négociations avec les organisations syndicales en vue de trouver les solutions susceptibles de donner satisfaction à la classe ouvrière des mines.

Une démarche est faite immédiatement dans ce sens auprès de M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce.

Le Congrès a pris acte de votre déclaration favorable à « des conversations utiles et profitables au succès de la juste cause du personnel des mines » et a mandaté sa commission exécutive à cet effet.

Dans l'espoir que nos efforts communs permettront d'apporter une solution rapide et heureuse pour la classe ouvrière des mines, nous vous prions d'agréer, Camarade secrétaire, l'assurance de nos sentiments fraternels et syndicaux.

Pour le bureau fédéral,

Louis DELABY, secrétaire.

C'est dans ces conditions que, sur l'initiative de la Fédération C.F.T.C., nous nous sommes acheminés vers les ultimes entretiens de l'après-midi du mardi 5 octobre au ministère de l'Industrie et du Commerce. L'inlassable activité du bureau fédéral permettait d'espérer qu'un terrain d'entente serait trouvé, que la bonne volonté des uns et des autres contribuerait à mettre fin au conflit.

La Délégation Fédérale au Ministère

Pour avoir été l'initiatrice de ces entretiens, la délégation de la C.F.T.C. fut reçue la première. Elle confirma ses démarches des derniers jours. Elle prit acte des satisfactions obtenues et dont il est fait état par ailleurs.

C'est après une discussion qui dura deux heures que nos délégués obtinrent des engagements formels quant à l'esprit dans lequel seraient appliqués les décrets du 18 septembre, engagements qui seraient explicités dans les instructions ministérielles adressées aux directions des houillères de bassins.

De plus, le bureau fédéral faisait état de différentes revendications qu'il désirait voir étudiées à bref délai et pour lesquelles il continuerait d'agir fermement.

Il s'agit notamment :

1^o De l'application avec rétroactivité au 1^{er} janvier 1940 de l'article XI du Statut du Mineur, afin de sauvegarder les droits des ouvriers de la classe ouvrière à la faveur de l'occupation.

2^o De l'allocation spéciale aux employés.

3^o De la fixation à 55 ans de l'âge de la retraite complémentaire des employés (C.A.R.E.M.).

4^o De l'application intégrale de la loi sur les accidents du travail aux maladies professionnelles et suppression du délai de responsabilité en ce qui concerne l'exposition au risque des poussières et la constatation de la maladie (silicose).

La Fédération se désolidarise de la grève

A la suite de cette entrevue au ministère, la délégation fédérale se réunissait au siège de la C.F.T.C. et procédait à un nouvel examen de la

situation, elle tirait les conclusions suivantes :

a) Des satisfactions substantielles ont été obtenues à l'avantage de l'ensemble des corporants ;

b) Des engagements formels ont été pris au sujet des décrets du 18 septembre et il appartient aux organisations syndicales d'en exiger le respect ;

c) La question salaires-prix n'est pas particulière aux mineurs ; question d'ordre général, l'action incombait aux confédérations nationales, et la Fédération des mineurs appliquera sans réserve les décisions de la C.F.T.C.

Tenant compte de ces constatations, la Fédération estimait que les motifs invoqués par la C.G.T. pour la poursuite de la grève générale étaient insuffisants, elle demandait donc aux syndicats affiliés de se retirer de la grève à laquelle ils avaient participé pour une durée de 48 heures.

La situation était donc nette. La Fédération de la C.F.T.C. avait courageusement pris la responsabilité de tenter les rapprochements nécessaires. La tâche qu'elle s'était efforcée de remplir s'inspirait du souci de sauvegarder tous les intérêts en cause ; de mettre fin à un conflit qui ne tarderait pas à entrer dans une impasse. Ce n'est pas à notre Fédération que pourra être adressé le reproche d'avoir négligé aucun moyen.

Les mineurs de toutes catégories ne tarderont pas à constater que les dirigeants de la Fédération des mineurs C.F.T.C. avaient fait preuve de toute la clairvoyance désirable. Si la C.G.T. s'était déclarée un moment favorable à « des conversations utiles et profitables au succès de la juste cause du personnel des mines », elle ne devait pas tarder à renverser la vapeur et accuser la Fédération C.F.T.C. d'entrer « dans les combinaisons de dernière heure tentées par le gouvernement avec le concours de ses agents scissionnistes, dans le but de tromper les travailleurs de la mine et l'opinion publique ».

Un proche avenir dira où sont ceux qui ont trompé les travailleurs et l'opinion publique, suffisamment éclairée dès maintenant.

La parol'... est au mineur!!

« Alors, Baptich' » qui fait l' délégué mineur, « t' n' fais pas grév' avec nous ? »

« Non, » qui répond Baptich', « la Fédération des Syndicats Chrétiens d' mineurs a voté d' participer à la grév' pour ein' durée limitée à 48 heur's, j'ai fait min' d'voir ed' syndiqué discipliné en prenant em' part au comité d' grév', mais à ch' l'heur' ch'est fini. »

« Alors t'es contin' d' fin sort ? »

« Non ! mais j'estim' que ch' n'est point en faisant crever d' misér' les mineurs avec ein' grév' illimitée qu'in les fra mieux vivr' »

« Ouais, mais t' vos bin qu'in aboutit point avec des grév's illimitées ? »

« Ch'est point sûr camarad', » qui dit Baptich' « et les résultats déjà obtenus n' sont point à dédaigner. »

« Ouais, mais l' coût d' la vie ? »

« D'accord, mais, ch'est point aujourd'hui seul'mint qu' nous avons découvert que la vie est trop quer'. Si t' nous avos aidé pour la baiss' des prix au lieu d' t' moquer d' nous, in aurot surm'int réussi. » D'ein autr' côté, el' probl'm' des prix n'intéress' point foqu' les mineurs et in n' droit point d'mander aux mineurs d'es sacrifier tout seuls pour tout l' mond'. Ch'est ein' question nation'nal' et je suis sûr et persuadé que si sur le plan national tous les travailleurs arrêtoit' el' travail pour 24 obin 48 heur's seul'mint, cha frot gramint plus d'effet, tandis ch' que j'ai peur, mi, ch'est qu'in uz' les mineurs par ein' grév' sans fin »

« Admettons, » qui dit l' délégué, mais pour nous mineurs, y a aussi les décrets Lacoste qu'in n' peut point accepter. »

« Avec les garanties qu'in a eu et qu'y, s'ront appliquées avec el' concours des syndicats, ech' sus rassuré qui réplique Baptich', « Pourquoi qu'ech' s'eros plus difficil' que Marcel PAUL l'ancien ministr' communist' de la Production Industriell' ?... Pour el' Gaz et l'électricité, ch'est les mém's décrets pisque ch'est nationalisé aussi. Or Marcel PAUL il est d'accord avec les garanties qu'in nous offr' dins les min's et pergonn' ne fait grév' à l'électricité d' France. Alors y a foqu' les povr' bougr's ed' mineurs qu'in fra toudis marcher pendant qu' les autr's y gagn'ront leur journée ? »

« Mais, ch'est la mass' qui l' demand', La C.G.T. ne fait qu'appliquer les décisions des mineurs. »

« Ch'est H qui l' dit » qui fait Baptich' « Mais, alors si la C.G.T. al' est v'raimint pour la mass', pourquoi qu'al' n'accepte point d' fair' ein nouveau référendum sur les avantag's obtenus ?... Pourquoi qu'in n'ar' donn'rot point la parol' aux ouvriers ?... Quand in est tout la démocratie, comm' t' dis, in n' droit point l'êr' d' s'eng unig'... Pisque in a d'mandé aux mineurs d'es prononcer par ein vot' pour la grév', in droit leur soumettr' aujourd'hui les résultats pour qu'y, diz't si y sont contin's ou point contin's. Mi, j'en' connos qu' cha, et j'en' aus point tout seul à l' pinser. La parol' est aux mineurs. »

EL' MENEUX D'BIDETS.

La C.F.T.C. poursuit inlassablement son action pour la REVALORISATION DU POUVOIR D'ACHAT ET DES SALAIRES

Bravo ! Et continuez !...

Eh bien, oui ! Pour une fois, BRAVO POUR LE GOUVERNEMENT !

Voici que des affameurs commencent à prendre le chemin de la prison. Ils y seront bien à leur place, à celle qu'ils auraient dû occuper depuis longtemps.

Saviez-vous le texte du télégramme qu'un certain nombre de nos tripoteurs en viande envoyait à leurs démarcheurs de province : « MENACE BAISSE Stop, SUSPENDRE EXPEDITIONS ».

Suspendre expéditions. Ces expéditions qui doivent permettre aux populations ouvrières des grands centres de VIVRE.

Que le pays se grève d'une agitation sociale dont ils sont responsables pour une large part, que le monde du travail se révolte parce qu'il a faim, qu'il importe à ces affameurs pourvu qu'ils puissent jouir à plein de leur vie de repus.

Que leur importe les crises sociales... la classe ouvrière prête à s'abandonner aux solutions de désespoir... le régime démocratique qui chance... que leur importe, EUX trouveront toujours le moyen de S'EN SORTIR !

Parce que l'on les a trop laissés faire, Trop de preuves leur ont été données qu'ils pouvaient s'en donner à cœur joie, assurés qu'ils étaient de l'impunité. Plus la misère du peuple est grande, plus facile est leur jeu criminel, au point que les victimes de leurs exploits seraient parfois tentées de les considérer comme des bienfaiteurs !

Cela est si vrai que tous les gangsters du marché noir, détenteurs de produits introuvables et plus particulièrement des denrées alimentaires, fascinent leur clientèle : au point de la rendre incapable de la moindre réaction. Après tout, dit-on, il faut bien prendre ce qui se présente... Et se faire au lieu de risquer de ne plus rien obtenir.

Mais, il faut que cesse cette complicité inconsciente qui rend la tâche plus difficile à ceux qui veulent aider les classes laborieuses de chez nous à retrouver des conditions de vie dignes d'elles.

Et que la JUSTICE se montre impitoyable. Elle a une magnifique occasion de faire rentrer dans les caisses de l'Etat des fortunes scandaleuses édifiées sur les privations de tout un peuple. Que les affameurs de toutes sortes soient dépouillés de leurs biens mal acquis et, nous l'avons déjà dit, qu'on les amène dans nos mines où ils pourront apprendre à connaître la valeur de l'argent durement gagné, du travail qui doit permettre de vivre décemment.

La C.F.T.C. et notre Fédération des mineurs n'ont pas manqué de prévoir la situation à laquelle nous sommes acculés et de prévenir les Gouvernements qui se sont succédés ces dernières années des conséquences inéluctables de la faiblesse manifestée à l'égard de tous ces criminels.

Nous avons attendu longtemps. Mais il n'est pas trop tard.

Il n'est pas trop tard, si, dans les semaines et les mois qui viennent les honnêtes gens de chez nous constatent, enfin, que les moyens propres à mettre un terme à leur détresse sont employés.

Les margoulinis de toutes espèces ont assez usé de leur liberté de nuire à la collectivité.

Frappez vite et fort, vous qui, au Gouvernement, disposez des moyens nécessaires.

C'est à ce prix que notre peuple reprendra conscience de sa mission ; qu'il retrouvera le chemin du travail pacifique et fructueux, qu'il gardera SON AME et sauvera SA LIBERTE.

C'est à ce prix qu'il nous sera possible de reparer la « DOUCE FRANCE ».

L'E. M.

Le Gouvernement semble enfin se décider à frapper les gangsters du ravitaillement, fauteurs de vie chère et de misères

Le Bureau Confédéral fixe à nouveau la position de la C. F. T. C. ...

Résolution

Le Bureau Confédéral de la C. F. T. C., réuni les 25 et 26 septembre 1948,

— félicite la classe ouvrière de la magnifique démonstration de discipline qu'elle a donnée lors de sa manifestation du 24.

— regrette que les Pouvoirs Publics n'aient pas compris la portée de cet avertissement.

— considère que les mesures prises par le Gouvernement, loin de rétablir l'équilibre des salaires et des prix, ne peuvent améliorer la situation des masses populaires en raison des répercussions directes et indirectes des nouvelles hausses de prix décidées.

Les Mineurs apprécieront

La Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs prétend avoir bien travaillé à la sauvegarde des intérêts de toutes les catégories de personnel.

La Fédération de la C.G.T. manifeste un souverain mépris (!) envers les avantages que nous arrachions au moment où elle ne pensait plus qu'à organiser SA grève.

Les mineurs apprécieront de quel côté se trouvent ceux qui travaillent utilement à leur défense.

Et où se trouvent ceux qui se servent de leurs légitimes revendications pour les plonger dans la misère qui sera exploitée à des fins politiques.

Grâce à notre action persévérante, nous avons obtenu :

1° - Majorations d'ancienneté pour tous les ouvriers du jour et du fond (2 points tous les 3 ans à partir de l'âge de 18 ans avec un maximum de 20 points après 30 ans d'ancienneté. Avant le maximum était de 5 pts).

— constate que la carence gouvernementale, en face des coalitions d'intérêts, carence qui n'a fait que s'accroître, au cours des derniers mois, rend par avance inopérantes les dispositions arrêtées en matière économique et sociale.

— estime, dans ces conditions, que seule une action syndicale vigoureuse et persévérante, mettant en œuvre des moyens d'action et de pression appropriés, déterminés par les organisations syndicales nationales, peut sauvegarder les intérêts des travailleurs des familles populaires et des économiquement faibles.

Une telle action qui supposerait la coordination des efforts de toutes les organisations syndicales implique le renforcement de la discipline syndicale et exige que les sections d'entreprises n'agissent qu'en plein accord avec leurs syndicats et leurs fédérations.

Cette action, qui est essentiellement de caractère national, visera à atteindre le seul objectif qui puisse assurer le droit à la vie de tous ceux qui peinent ; l'échelle mobile appliquée aux salaires, notamment sous l'angle du minimum vital, aux retraites et aux allocations familiales, avec la révision des zones.

Ces revendications doivent aller de pair avec les autres revendications confédérales : lutte pour la baisse des prix et l'amélioration du ravitaillement, élaboration des conventions collectives de travail, etc... Elles ne sauraient cependant justifier le recours à des actions pouvant présenter un caractère politique.

Le Bureau Confédéral réaffirme que la C.F.T.C. a constamment préconisé, depuis la libération, la seule politique économique conforme à l'intérêt général du pays mais que cette politique a échoué en face des appétits insatiables des privilégiés immoraux, des excès de l'esprit de classe. Excusant de ses responsabilités, il se refuse de laisser les salariés dont le travail et la patience ont permis le rétablissement d'une production normale, faire les frais du redressement national.

Le Bureau Confédéral constate

en effet, que la classe ouvrière ne trouve pas dans cette production améliorée, la juste récompense de ses efforts, mais voit, au contraire, son standard de vie s'écrouler malgré le redressement économique. Le Bureau Confédéral ne peut donc admettre qu'une telle situation continue et que les travailleurs soient ainsi lésés, au seul profit des autres catégories sociales.

En attendant les décisions qui seront prises à l'issue de son Comité National des 16 et 17 Octobre, la C.F.T.C. appelle les travailleurs à s'unir, de plus en plus nombreux et disciplinés, dans les organisations syndicales libres et ayant fait la preuve de leur indépendance, afin d'être en mesure de répondre en masse aux mois d'ordre d'action qui leur seront donnés.

ET PROPOSE DES SOLUTIONS au problème du ravitaillement...

Le Bureau Confédéral, dans sa réunion du 30 Septembre, a adopté la motion suivante :

Pour le vin :

— Demande la taxation à tous les stades, pour chaque catégorie de vin.

— exige des impositions réalisées par achats prioritaires et si besoin est, par réquisition.

— insiste sur la limitation des cartes d'acheteurs.

— exige le renforcement des sanctions soit par retrait des cartes professionnelles, la fermeture définitive des commerces et le cas échéant, les internements administratifs.

Tout ceci, pour arriver, dans un délai rapide, à ramener le prix maximum du bifeck à 350 Francs le kilo, pour arriver à réaliser l'harmonie entre les prix agricoles.

Pour le lait :

Sans s'opposer à une revalorisation normale du prix du lait, proteste contre l'annonce d'une augmentation exorbitante du prix du lait qui contribuerait, au contraire, à fausser l'harmonie des prix agricoles qu'il convient de rechercher et dont la répercussion serait in-

supportable en raison de l'incidence sur les matières grasses.

Constantin les abus qu'a apportés la liberté du vin, demande la reprise en main de ce marché, pour revenir à des cours normaux.

Pour le sucre :

Estime que, suivant la récolte abondante de betteraves, la ration mensuelle de chaque consommateur devrait être portée à 1 kilo.

Pour le pain :

Se fait l'interprète de l'indignation des populations ouvrières de province contre la fixation du prix du pain à 39 francs, alors qu'aucune mesure n'a été prise pour la révision de l'abattement des zones de salaires.

Demande en conséquence, qu'immediatement, le prix du pain soit ramené à 35 francs le kilo sur l'ensemble du territoire national.

Exige que les achats prioritaires qui ne demandent aucun personnel supplémentaire, soient rétablis si besoin est sur les oeufs, les pommes de terre, les légumes, et que des ordres soient donnés aux préfets dans ce sens.

Demande, pour permettre le contrôle effectif et la direction des prix, le regroupement des services de contrôle et de coercition entre les mains du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement et aux Affaires Economiques.

Ministres,

soyez des insurgés !

INSURRECTION, le mot revient souvent dans les articles de presse et les émissions de Radio. En lui-même, il porte un dynamisme qui fait rêver ou qui fait peur.

S'insurger, c'est se soulever, se lever contre un gouvernement mais c'est aussi se dresser, se soulever contre un état de choses inadmissible.

Le peuple de ce pays subit une oppression intolérable, celle de la misère, du fait de profiteurs sans scrupules, dont la besogne est facilitée par un manque d'organisation saine, de programme suivi et de volonté d'aboutir.

Le peuple de ce pays subit la pression effroyable de l'injustice née du règne de l'argent, dont le triomphe est favorisé par l'immoralité dans les rapports humains.

Ministres responsables ! Contre toutes ces oppressions, il faut vous insurger. Sinon, vous poserez les conditions pour que le Peuple se dresse contre vous.

Les travailleurs manifestent et, déjà, à grand renfort de publicité, on dénonce les mobiles politiques de leur action. Nous ne nierons pas que les grèves peuvent être déclenchées, déviées, amplifiées pour des raisons politiques. Nous ne nous élèverons jamais trop contre ce sabotage d'une arme ouvrière. Mais, ce que nous voulons marquer, c'est que, dans les mouvements actuels,

il y a surtout, au fond, toute la souffrance, tout le désespoir, toute la goïssie de travailleurs qui, dans leur grande majorité, n'ont aucune arrière-pensée politique. Ce qu'ils veulent, c'est « pouvoir Vivre ».

Travailleurs, nous sommes nombreux à désirer la paix sociale. Nous concevons, à sa base, la possibilité d'une vie normale, décente, humaine. Nous envisageons ensuite son amélioration progressive par de profondes réformes de structures, éliminant le système capitaliste, dont l'injustice actuelle est la conclusion logique.

Sous cette condition, avec cette vision, nous sommes prêts à travailler pour la Cité, pour le Pays. Seulement, il nous faut maintenant autre chose que des promesses : nous en avons trop entendues, nous n'y croyons plus. Il nous faut des résultats. Notre engagement en dépend. Pour reprendre une formule créée par la guerre, nous paierons « Cash ».

On nous annonce quelques premières mesures contre les profiteurs. Serait-ce enfin un sursaut ? Ministres responsables, allez jusqu'au bout. Ne laissez pas tourner la mission de Justice que vous accomplissez au nom du Peuple. Pour la défense de la vie, vous avez à remplir le plus sacré des devoirs, Soyez des insurgés !

AVIS

A nos camarades polonais.

Par suite du manque de gaz, conséquence de la grève, nous avons été dans l'impossibilité d'obtenir la composition de notre « Chronique Polonoise ».

Nos camarades voudront bien nous excuser de cette interruption indépendante de notre volonté.

Nous espérons bien en reprendre la publication régulière dès le prochain numéro.

Le Secrétaire

Mineurs,

EXIGEZ LE REFERENDUM

Ceux qui se réclament d'un référendum pour déclencher la grève, ne peuvent refuser aux mineurs de décider librement s'ils doivent la poursuivre.

Les Majorations d'Ancienneté

L'Allocation Spéciale au Personnel de Surface...

C'EST A L'ACTION PERSEVERANTE DE NOTRE FEDERATION NATIONALE QUE NOUS DEVONS CES DEUX IMPORTANTES REALISATIONS.

Et bien oui, nous les avons arrachées, nous inscrivons ces deux importantes réformes au tableau de chasse de notre Fédération Nationale.

On aura beau chercher à épiloguer, à discuter, à certains pourront s'élever à « tirer la couverture », ils ne changeront rien à la réalité.

Cette réalité, c'est que nous avons été bien longtemps SEULS à défendre ces deux revendications que nous considérons comme majeures et l'intransigeance que nous manifestons nous vaut même d'être accusés de démagogie d'entretenir un « mauvais esprit » contraire à la bonne marche de la production !!

Vous souvenez-vous, camarades militants, de notre Congrès de 1946 ? Quelques semaines après la promulgation du « Statut du Mineur » nous dénoncions la médiocrité des majorations d'ancienneté du personnel ouvrier. Nous n'hésitions pas à proclamer que l'allocation spéciale n'avait d'autre but que de combler cette déficience qu'en fait, c'était l'organisme national d'assurance vieillesse, la C.A.R.O.M., qui assurait le paiement de cette prime à l'ancienneté, au lieu de la payer de l'entreprise.

Quelques semaines après la promulgation du « Statut du Mineur », nous dénoncions la médiocrité des majorations d'ancienneté du personnel ouvrier. Nous n'hésitions pas à proclamer que l'allocation spéciale n'avait d'autre but que de combler cette déficience qu'en fait, c'était l'organisme national d'assurance vieillesse, la C.A.R.O.M., qui assurait le paiement de cette prime à l'ancienneté, au lieu de la payer de l'entreprise.

Non seulement l'allocation spéciale était refusée au personnel de surface, mais les majorations d'ancienneté étaient attribuées dans des conditions telles que le même personnel devait attendre d'avoir 20 années de services pour obtenir CINQ points de majoration.

TABEAU DES MAJORATIONS D'ANCIENNETE AUX OUVRIERS

FOND			JOUR		
Anc. après 18 ans d'âge	Majoration actuelle par journée de travail	Majoration précédente par journée de travail	Anc. après 18 ans d'âge	Majoration actuelle par journée de travail	Majoration précédente par journée de travail
3 ans	9.14	Néant	3 ans	7.80	Néant
6	18.28	13.70	6	15.60	Néant
9	27.42	13.70	9	23.40	Néant
12	36.56	22.85	12	31.20	11.70
15	45.70	22.85	15	39.00	11.70
18	54.84	22.85	18	46.80	11.70
21	63.98	22.85	21	54.60	19.50
24	73.12	22.85	24	62.40	19.50
27	82.26	22.85	27	70.20	19.50
30	91.40	22.85	30	78.00	19.50

Nous avons calculé les majorations d'ancienneté en nous basant sur la valeur du point telle qu'elle figure dans le protocole ouvrier. Nous vous tiendrons au courant de toute modification qui pourrait intervenir.

Mais, à l'époque si nous l'avions accepté, il était de mise de se taire, le « Statut » devait être considéré comme la panacée universelle, c'était le temps où avait cours le slogan : PRODUIRE D'ABORD, REVENDIQUER ENSUITE !

Quoi qu'il en fût, nous ne nous sommes pas laissés arrêter par toutes les marques d'« amitié » qui nous furent ménagées. Sans cesse nous sommes revenus auprès des « Ministres du Charbon » qui se succédaient, justifiant, sans nous lasser les légitimes doléances de nos camarades.

Sans doute, ces heureuses réformes arrivèrent-elles à un moment où, pour les besoins de la cause, il est de bonne guerre de tout minimiser voir même de tout mépriser... Mais ce mépris manifesté par d'autres à l'égard de ces réformes ne suffit pas à prouver que cela NE LES A JAMAIS INTERESSEES !!

C'est bien à propos de ces deux réalisations importantes qu'il est permis de dire que ce ne sont pas toujours ceux qui crient le plus fort qui rapportent le plus !

Et les travailleurs de bonne foi (ils sont l'immense majorité), sauront reconnaître qu'il n'est tout, même pas mauvais que la C.F.T.C. ait pensé se soucier uniquement de leurs intérêts professionnels au lieu de se livrer à une agitation stérile qui ne peut leur apporter que désillusions.

Joseph SAUTY

Imprimerie Coopérative de la Centrale
21, rue Diderot - Lens.
Le Gérant : J. SAUTY

350 Responsables

du Bassin Nord-Pas-de-Calais

Lens, jeudi 7 octobre, le Bureau Central avait convoqué les responsables syndicaux du bassin en assemblée extraordinaire au cours de laquelle les délégués au Congrès Fédéral devaient exposer le résultat des travaux du Congrès et les positions qu'il avait définies.

Ouvriers et employés réunis, il s'agissait de se faire donner toutes explications propres à éclairer les uns et les autres et permettre ensuite à chacun de se prononcer librement.

C'est avec raison qu'en ouvrant la séance, Joseph Sauty déclarait que la seule présence de ces responsables constituait la meilleure réponse au slogan soigneusement entretenu par ceux qui prétendaient à long terme de la C.F.T.C. se désolidariser de la direction syndicale C.F.T.C....

C'est avec raison encore qu'il pouvait déclarer au préalable que tous ceux qui ont perdu l'habitude d'assister à des réunions où chacun peut s'exprimer librement, sans contrainte, pourraient assister avec profit à cette assemblée des militants de la C.F.T.C. chaque jour au contact des dures réalités.

L'exposé de situation générale

C'est encore à Louis Delaby, membre du Bureau Confédéral, que revenait la charge de présenter l'exposé des décisions du Congrès National et donner toutes précisions sur les tractations qui se déroulent sur le plan national.

Aucun détail ne fut négligé, et pendant une heure, Louis Delaby refit un historique complet de la question « Salaires-prix » ; des résultats obtenus au cours des audiences ministérielles ; des démarches faites auprès des autres organisations ouvrières et des revendications dont la Fédération poursuivait la discussion.

La discussion

Après cet exposé, ce sont les camarades Jutkowiak, de la section de Courcelles ; André Laurent, de la section d'Avion ; André Dourlet, de la section des Usines de Liévin ; Paul Delaforge, de la section de Grenay ; Lucien Denize, des employés du Douais ; Marcel Becque, des ouvriers, et Léonce Vilain, des employés de Bruay ; Gabriel Verrier, des Ateliers Centraux d'Aniche ; Jean Haniquant, de l'Union Départementale, qui intervinrent pour exposer le point de vue de leurs sections et fédérations.

Cette discussion permit à tous ces camarades de s'exprimer en toute

franchise, avec fermeté, avec une certaine brutalité parfois, pour faire état de la pensée de leurs camarades de travail sur tous les problèmes qui les préoccupent.

Mais (il n'est pas inutile de le souligner), tous ceux qui intervinrent dans le débat rendirent hommage à l'activité déployée par les dirigeants régionaux et fédéraux sur la brèche depuis un semaine.

Et ceci ne donnait que plus de poids à leurs interventions au cours desquelles revenaient comme un leit-motiv les doléances de ces militants ; las de vivre de promesses jamais réalisées ; las des augmentations de salaires constamment volatilisées par des augmentations continues du coût de la vie ; las encore de constater les réductions incessantes du standing de vie des masses laborieuses alors que les spéculateurs, les fauteurs de vie chère, les mercantis responsables de la vie chère, de la détresse des foyers ouvriers et de la situation actuelle courent les rues et poursuivent leurs odieux trafics assurés de l'impunité...

Quant aux problèmes propres à la corporation minière, ils entendent bien que la discipline est nécessaire mais ils se refusent à tout retour à des méthodes dont la classe ouvrière a trop souffert...

Eux non plus n'accepteront pas les empiétements sans limite de l'Etat-patron ; ils sont partie intégrante de la nationalisation des houillères, à la réussite de laquelle ils veulent ardemment travailler...

Bien loin de négliger l'importance des satisfactions obtenues, ils considèrent avec juste raison qu'ils n'ont pas à les considérer comme des fautes...

Ceux qui ne connaissent pas, qui ne vivent pas la pleine atmosphère de liberté de nos assemblées pourraient, s'ils vivaient ces minutes de franc tête à tête entre les militants et leur organisation, penser que les dirigeants sont soigneusement mis sur la « sellette ». Allons donc ! Les uns et les autres ont trop conscience des responsabilités qu'ils supportent, une trop grande confiance réciproque pour qu'un débat passionnant puisse devenir un débat dans lequel l'esprit partisan trouve une place aussi petite soit-elle...

Et après ces explications qui ne laissent place à aucune équivoque, c'est le vote de la motion finale qui est adoptée à l'unanimité moins une voix. Plus que jamais, les militants de la C.F.T.C. du bassin du Nord et du Pas-de-Calais soutiennent de toutes leurs forces leurs organisations qui ne failliront pas à la tâche qui leur est confiée.

En vérité, ce fut une magnifique assemblée, qui atteste de la maturité

réunis en Assemblée Extraordinaire approuvent la Fédération Nationale

de militants de la C.F.T.C., et dans les heures tragiques que nous vivons, ils portent en eux le suprême espoir d'une victoire définitive de la liberté ; ils savent que c'est à ce prix que la classe ouvrière conquerra la JUSTICE à laquelle elle aspire.

LA MOTION DE L'ASSEMBLEE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée des responsables du Syndicat libre des Mineurs, du Syndicat libre des Employés des Mines C.F.T.C., réunie à Lens le 7 octobre 1943.

Après avoir entendu l'exposé de la situation générale au 4e jour de la grève ;

Après avoir entendu l'exposé des travaux du Congrès National et des positions qu'il a fixées ;

Considérant que les conditions générales de vie des travailleurs se sont aggravées par suite de la carence des Gouvernements et l'incohérence des mesures prises à l'encontre des intérêts de la majorité de la population ont été pour la plus grande part la cause du légitime mécontentement du personnel des mines, ce mécontentement se traduisant par le conflit actuel ;

Considérant que la C.F.T.C. a su depuis plusieurs années, préconiser les seules mesures susceptibles d'assurer la sauvegarde de tous les intérêts en cause, renouveler sa confiance à la C.F.T.C.

Considérant toutefois que le problème salaires-prix intéresse l'ensemble des professions et de la population ;

Considérant que de ce fait c'est aux Confédérations Nationales qu'il appartient de déterminer les bases de l'action propre à améliorer la situation du monde du travail et que cette action ne saurait se fractionner par l'action séparée des différentes fédérations de métiers, approuve la Fédération des Syndicats libres de Mineurs d'envisager le problème des salaires-coût de la vie sous son aspect général ;

L'assemblée mandate les représentants des organisations régionales pour défendre leurs légitimes intérêts devant le comité national de la C.F.T.C. des 17 et 18 octobre prochain.

Par avance, l'assemblée s'engage à soutenir vigoureusement les moyens d'action mis en œuvre par la Confédération.

Revendications professionnelles

En ce qui concerne les revendications particulières aux mineurs, l'assemblée des responsables enregistre avec satisfaction les résultats obtenus concernant notamment :

1°) Les majorations d'ancienneté aux ouvriers.

2°) L'allocation spéciale aux ouvriers de la surface.

3°) Le reclassement de certaines catégories du personnel employé.

4°) La garantie de l'article XI aux agents de maîtrise du fond mutés au jour.

5°) Le relèvement de l'indemnité de logement.

6°) L'allocation d'attente aux retraités de la C.A.N.

7°) Les engagements formels du Ministère de l'Industrie et du Commerce en vue d'assurer que le personnel soit mis à l'abri des décisions

abusives découlant de l'application des décrets visant l'absentéisme et la compression du personnel, le personnel étant assuré de pouvoir en appeler aux Commissions Paritaires.

8°) Possibilité de conclusion d'accords entre l'exploitant et les Unions Régionales des Caisses de secours pour la gestion du risque « Accidents du Travail ».

De cet ensemble de faits, l'assemblée approuve et fait sien la position de la Fédération Nationale se désolidarisant de la grève illimitée qui, en se prolongeant dans les conditions actuelles, aurait pour conséquences certaines l'appauvrissement accéléré du pays et une misère plus grande dans les foyers ouvriers.

Convaincus de se faire l'interprète de la majorité des mineurs et employés, trop souvent mal informés ou assujettis à une information partisane, l'assemblée émet le vœu que, dans un délai aussi bref que possible, toutes les organisations syndicales s'entendent pour mettre fin à un conflit douloureux et organiser un référendum qui permettrait au personnel des Mines de se prononcer librement.

Dès à présent, l'assemblée mandate les bureaux syndicaux ouvriers et employés pour mener l'action nécessaire en vue d'obtenir au plus tôt :

1°) Que les maladies professionnelles soient régies intégralement par la législation sur les accidents de travail. Que soient supprimées les clauses limitant la responsabilité de l'exploitant.

2°) Fixation à 55 ans de l'âge d'attribution de la retraite complémentaire du personnel employé.

3°) Que l'article XI du statut soit appliqué avec effet rétroactif au 1er juin 1940.

4°) Allocation spéciale au personnel employé.

A toutes ces fins, l'assemblée fait confiance à la C.F.T.C. et à la Fédération Nationale des syndicats libres de mineurs qui participent activement à l'action qui apportera plus de bonheur à la classe ouvrière des mines, et au pays l'assurance du travail dans la Paix.

Notre Grande Famille...

NAISSANCES

Nous apprenons avec joie la naissance de :

Daniel, au foyer de Jean BOND, de la section de Wingles.

Jean-Pierre, au foyer de René CARLIER, des mineurs de Lozinge.

Jean-Paul, au foyer de Henri PODEVIN, des mineurs de Marles.

Stanislas, au foyer de François KORALEWSKI, de la section de Mércourt Fosse 3.

Danielle, au foyer de Edmond KRAWCZYNSKI de la section de Sallaumines Fosse 4.

Francine, au foyer de André COPIN, de la section de Vimy.

Houri, 2ème enfant au foyer de Fernand DUPUCH, de la section d'Alouagne.

Albert, 2ème enfant au foyer de Louis QUENART, de la section d'Avion.

Philippe, 2ème enfant au foyer de André MONBAILLY, des Employés de Courrières.

Marie-José, au foyer de André HENON, de la section des Ateliers Centraux de Dourges.

Jacques, au foyer de Raymond DESPRET, trésorier de la section des mineurs de Libercourt.

Fernand, 4ème enfant au foyer de notre camarade FORRICHON, de la section de Fouquières.

Nicole, au foyer d'Ernest MOUCHON, de la section de Billy-Montigny.

Jean-Louis, au foyer de Charles MARSICEK, des Employés de Courrières.

A nos camarades, aux vaillantes mamans, nous adressons nos vives félicitations et à chacun des petits nouveaux-nés, nos meilleurs vœux.

MARIAGES

De Maurice DELILE, de la section des Ateliers Centraux de Dourges avec Mlle Odile FROISSARD.

De Lucien ROYER, de la section Fosse 6 de Liévin avec Mlle Aurélie BOTTE.

De Marie-Louise HELOIR, des Employés de Courrières avec M. Heinz LUCK.

De Marie-Antoinette TAILLIEZ, des Employés de Courrières avec M. Emile DESWARTE.

De Léon FOUGNIES, des Employés de Courrières avec Mlle Alix GODDERIS, fille de Jules, des Employés de Courrières.

De Georges REMOND, secrétaire du Syndicat des Employés des mines de schistes d'Autun, avec Mlle Anne-Marie ABOULIN.

De Ernest LEFEBVRE, de la section de Vimy avec Mlle Béatrice DORE.

De Jean CAUNE, des Ateliers Centraux d'Auchel avec Mlle Jacqueline DUHAMEL.

De Paul GAILLIEZ avec Mlle Jacqueline GUILLAUX, de la section de Fouquières.

Que ces jeunes foyers de travail leurs veuillent bien trouver ici nos vives félicitations et l'expression de nos meilleurs vœux de bonheur et de prospérité.

DECES

Nous apprenons avec peine le décès de :

Julia BAUVIN, veuve JOURDAIN, mère de Désiré JOURDAIN de la section de Mércourt.

Jacques RUFFIN, fils de Norbert RUFFIN, de la section des Employés d'Hénin-Liétard.

Marie-Thérèse VIGUIER-MAN-DINE, collaboratrice de l'Echo des Mines, décédée au Pradel (Gard).

Victor DUCORONT, beau-père de Emile MOREAU de la section des mineurs de Sains-en-Gohelle.

Aux familles éprouvées, nous adressons l'expression de nos chrétiennes condoléances.

DISTINCTION

La Médaille Militaire et une citation à l'ordre de la Division d'armées, à titre posthume, à la mémoire du soldat Arthur LEGRAND, du 1er Régiment d'Infanterie tué à Feignies en mai 1940, auprès de sa mitrailleuse alors qu'il essayait de maintenir l'ennemi pour permettre à ses camarades de se replier.

Le défunt était le fils de Emile LEGRAND, des Employés de Courrières.

Chez les Employés des Mines...

Enfin, le Personnel Féminin obtient satisfaction

Depuis la parution du statut du mineur et notamment depuis l'établissement de la nouvelle convention collective (décembre 1946), nous menons une action incessante pour réparer l'injustice causée aux dames employées dans leur classement.

Malgré les sarcasmes, les rebutes des directions de bassin comme de la C.G.T. au moment de l'établissement de la convention collective (rappelons-nous les discussions à la commission paritaire de Douai, où Direction et C.G.T. s'étaient liguées contre la C.F.T.C.) nous avons poursuivi notre action sans désespérer. Continuellement, notre fédération sonnait à la porte des ministères sans se décourager jamais.

Le 13 novembre 1947, à la veille de la grève, promesse nous était faite pour le personnel féminin en même temps que pour le reclassement général des administratifs, mais si, pour l'ensemble du personnel, satisfaction

fut donnée, la promesse pour le personnel féminin ne fut pas réalisée et il a fallu encore se battre pendant près d'un an pour arracher enfin cette légitime revendication.

Enfin, depuis le 3 octobre, la question est réglée. Le « Journal Officiel » a publié les modifications au statut du mineur que nous avons déjà données dans « l'Echo des Mines » et que nous rappelons par ailleurs.

Les Agents de Maîtrise du Fond ont aussi satisfaction

Ici également, une injustice est réparée. L'article XI du statut du mineur ne s'appliquait pas aux agents de maîtrise qui, à la suite de maladie ou d'accident, étaient mutés à la surface. C'était à leur égard le règne du petit bonheur. Désormais, comme nous l'avons déjà plusieurs fois annoncé dans ces colonnes, nos camarades seront reclassés honorairement en tenant compte du classement qu'ils avaient au fond.

Voilà donc deux revendications ob-

tenuës grâce à la ténacité et à l'opiniâtreté persévérante de la Fédération des employés des mines (C.F.T.C.). Ces résultats montrent une fois de plus le sérieux de notre action syndicale.

Mais voici une nouvelle injustice

Une proposition de loi tendant à accorder l'allocation spéciale après 30 ans de services aux personnels des mines ne justifiant pas du minimum de 10 ans de fond, avait été déposée sur le bureau de la Chambre des Députés. Cette proposition est passée sans débat à la fin de la session, mais à la dernière minute, le texte a été modifié, accordant seulement cette allocation aux ouvriers de la surface à l'exception des employés. Cette mesure est d'autant plus surprenante que la Caisse Autonome était d'accord pour la donner à tous les affiliés sans distinction. C'est sans doute l'œuvre d'un député ou d'un ministre qui n'aime pas les employés et qui aura profité des dernières heures de la session et du fait que le projet a été adopté sans discussion devant une assemblée à peu près vide.

Dès la rentrée des Chambres, nous reprendrons l'affaire, et là encore, nous continuerons à lutter pour réparer cette nouvelle injustice. C'est à croire qu'en France, il y a des gens qui passent tout leur temps à créer des histoires de fous.

Et la C.A.R.E.M.

Le problème n'est pas encore résolu. Au cours des longues négociations d'avant et du début de la grève, la Fédération a longuement insisté pour que le projet tel qu'il a été adopté par Charbonnages de France, soit mis en vigueur. Le Ministre de l'Industrie et du Commerce nous a promis son appui auprès de son collègue des Finances.

La position de la Fédération n'a pas varié. Elle n'acceptera pas de retour en arrière. Conformément au mandat qu'elle a reçu, elle maintient que l'âge d'ouverture du droit à la retraite complémentaire soit le même que celui de la C.A.N. — 50 ans pour le fond et 55 ans pour la surface.

Avec la confiance des employés, elle poursuivra inlassablement son action jusqu'à complète satisfaction.

Les améliorations au statut du mineur (texte officiel)

PORTANT modification du décret n. 46-1433 du 14 juin 1946 relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées et du décret n. 47-1020 du 28 mai 1947.

Le Président du Conseil des Ministres.

Sur le rapport du Ministre de l'Industrie et du Commerce, du Ministre des Finances, de des Affaires Economiques et du Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale.

VU l'article 1er de la loi du 14 février 1946,

VU le décret n. 46-1433 du 14 juin 1946 relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées, n. 47-1020 du 28 mai 1947, n. 47-1293 du 5 juillet 1947, n. 47-2265 du 7 octobre 1947, n. 48-230 du 18 novembre 1947, n. 48-230 du 18 novembre 1947, n. 48-1443 du 15 septembre 1948,

DECRETE

ARTICLE 1er - Le paragraphe 2 c de l'article 8 du décret du 14 juin 1946 est modifié comme suit :

ECHELLE DES EMPLOYES

Echelle 1 - dactylographe débutante.

Echelle 2 - dactylographe qualifiée, sténodactylographe débutante, commis aux écritures.

Echelle 3 - sténodactylographe qualifiée, employé de service commercial, administratif employé.

Echelle 4 - sténodactylographe secrétaire qualifiée, employé principal.

ARTICLE 2 - a) Le 2e alinéa du paragraphe a de l'article 11 du décret du 14 juin 1946 est modifié comme suit :

Le salaire de sa catégorie ou le traitement de son échelle sera maintenu à l'ouvrier ou à l'agent de maîtrise du fond en cas de déplacement dans les services du fond pour insuffisance physique dûment constatée, s'il a au moins quarante ans d'âge ou dix ans de présence dans la catégorie ou dans l'échelle.

b) Il est ajouté au paragraphe a un 4e et 5e alinéas rédigés ainsi :

Un agent de maîtrise du fond déplacé au jour pour insuffisance physique sera reclassé dans la catégorie qui correspond à la nouvelle fonction qu'il remplit, mais à la plus de 3 ans d'ancienneté.

comme commissionné en qualité d'agent de maîtrise du fond sa rémunération ne pourra en aucun cas être inférieure à celle qui correspond respectivement aux échelles 4, 5, 6, 7 ou 8 du jour, suivant qu'il était classé à l'échelle 1, 2, 3, 4 ou 5 du fond.

La condition de trois ans de service au fond visée à l'alinéa précédent n'est pas applicable à l'agent de maîtrise titulaire d'une rente attribuée en vertu de l'article 50 de la loi du 30 octobre 1946, pour un taux d'incapacité au moins égal à 50 pour cent.

c) La dernière phrase du 1er alinéa du paragraphe d) est modifiée ainsi :

« Les cas litigieux seront soumis pour avis à la Commission spéciale des Ingénieurs ».

ARTICLE 3 - a) Aux premier et cinquième alinéas de l'article 23 les mots : « de 150 à 200 frs » et « de 3.000 à 3.600 frs » sont remplacés par : « fixés par arrêté du Ministre chargé des Mines et du Ministre chargé des Affaires Economiques ».

b) Aux quatrième et cinquième alinéas du paragraphe 23, les mots « chef ou soutien de famille » sont remplacés par les mots : « marié ou soutien de famille ».

ARTICLE 4 - L'annexe n. 1 du décret n. 46-1433 du 14 juin 1946 est modifiée comme suit :

MAJORATIONS D'ANCIENNETE DES OUVRIERS

Les ouvriers du fond et du jour bénéficient, dans la limite de vingt points, d'une majoration des coefficients de hiérarchie professionnelle fixés à l'article 9, de deux points pour trois années de travail.

Les services accomplis avant l'âge de dix-huit ans n'interviennent pas dans ce calcul.

ARTICLE 5 - Le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Président du Conseil des Finances et des Affaires Economiques et le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

Fait à Paris, le

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

VOIR LE TABLEAU DES MAJORATIONS D'ANCIENNETE PAGE 3

L'ALLOCATION DE MATERNITE

La loi du 22 Août 1946 a remplacé la prime à la première naissance par une allocation de maternité accordée à toutes les naissances se produisant sous certaines conditions de délais ou d'âge de la mère. C'est là une sérieuse amélioration à l'aide accordée à la famille, mais à condition de l'assouplir. En effet, pour y prétendre, le premier enfant doit naître dans les deux ans suivant la célébration du mariage ou, si ce délai est dépassé, l'allocation ne peut être accordée que si la mère a moins de 25 ans.

Quant aux naissances suivantes, elles doivent se produire uniformément dans les trois ans de la précédente.

En ce qui concerne la première naissance, les conditions sont généralement remplies, mais il n'en est pas toujours de même pour les naissances suivantes, et bien des familles ont été frustrées de cet apport bien utile lorsqu'un nouvel enfant arrive au foyer, parce que la naissance avait eu lieu un peu plus tard, et ceci, même si la précédente, elle, avait été en avance sur le délai exigé.

Une nouvelle loi du 7 juillet 1948 assouplit donc ces conditions en

créant plusieurs sortes de délais pour la seconde et la troisième naissances et au contraire en les supprimant tous à partir de la quatrième.

Désormais, pour ouvrir droit au bénéfice de l'allocation de maternité pour la seconde naissance, il suffit qu'elle se soit produite dans les trois ans de la précédente maternité ou dans les cinq ans de la première. De sorte que si la première naissance a eu lieu un an après le mariage et que la seconde se produise seulement quatre ans après la première, elle pourra bénéficier de ladite allocation, car elle aura eu lieu dans les cinq ans du mariage.

Pour la troisième naissance, il suffit qu'elle se soit produite dans les trois ans de la précédente maternité, les six ans de la première ou les huit ans de la deuxième. De sorte que si le premier enfant était né un an après le mariage, le second deux ans après, le troisième, arrivant seulement cinq ans plus tard, y ouvre droit, car sa naissance s'est produite dans les huit ans

du mariage. Il en est de même si le premier était né dans les deux ans du mariage, le second quatre ans plus tard et le troisième deux ans après, soit six ans après la première.

Enfin, il n'est plus exigé aucun délai à partir de la quatrième naissance, qui peut se produire aussi bien dix ans ou quinze ans plus tard, et ouvrira quand même droit à l'allocation de maternité comme si elle s'était produite dans les trois ans de la précédente. Cette suppression était indispensable, tant en raison de l'intérêt de la maman que de l'équilibre familial. C'était en même temps une mesure de justice, car une naissance tardive venant après plusieurs autres occasionne presque autant de frais que la première, toute la layette, voiture, literie, étant à renouveler.

Ces nouvelles dispositions prennent effet à partir du 1er janvier dernier.

S'adresser à la Caisse d'allocation familiales à laquelle on est affilié.

Les nouveaux taux d'allocations familiales au 1er Sept. 1948

Nous donnons ci-dessous le tableau du nouveau calcul des prestations familiales.

Ces nouveaux taux sont applicables à partir du 1er septembre.

Les barèmes ayant été établis tardivement pour assurer assez tôt le paiement sur la base de ces nouveaux taux, les rappels devront donc être faits en conséquence. Ces renseignements

NOMBRE D'ENFANTS A CHARGE	Taux de base	ALLOCATIONS FAMILIALES					Taux de base	SALAIRE UNIQUE				
		Abattement de zone à :						Abattement de zone à :				
		5 %	10 %	15 %	20 %	25 %		5 %	10 %	15 %	20 %	25 %
Enfant unique de plus de 5 ans ...	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	10 %	1140	1080	1020	960	900
Enfant unique de moins de 5 ans ou dernier enfant à charge ou enfant unique à la charge d'un allocataire isolé	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	20 %	2280	2160	2040	1920	1800
Deux enfants	20 %	2280	2160	2040	1920	1800	40 %	4560	4320	4080	3840	3600
Trois enfants	50 %	5700	5400	5100	4800	4500	50 %	5700	5400	5100	4800	4500
Quatre enfants	80 %	9120	8640	8160	7680	7200	50 %	5700	5400	5100	4800	4500
Plus d'un enfant en plus	33 %	3040	2790	2540	2290	2040	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant